



# Communiqué de presse

062/2024

Montreuil, le 2 octobre 2024

## Communiqué des fédérations Santé Action Sociale CGT, CGTMa, CGTM, CGTG, CGTR.

Les organisations de la santé, du social et du médico-social : CGT, CGT Guadeloupe, CGT Martinique, CGT Mayotte, CGT Réunion et du Centre hospitalier de Kourou GUYANE se sont réunies à Paris afin d'échanger sur les situations territoriales respectives de nos secteurs.

Elles ont posé un constat fort et unanime sur les crises que traverse le secteur Sanitaire, social et médico-social SUR TOUS LES TERRITOIRES.

Il y a une crise de moyens, une crise de personnels qualifiés, une crise médicale, une crise d'épuisement professionnel, une crise de vocation pour nos métiers et une crise d'offre sanitaire. Jamais nos secteurs n'ont été dans une telle situation, nous ne sommes plus au bord de la rupture, nous sommes dans la rupture, contraints de fermer des services, ne pouvant plus faire face à la demande des populations.

L'offre médicale libérale est également dans un état déplorable, nombreuses sont les spécialités qui nécessitent entre 6 et 18 mois d'attente. Les consultations d'ophtalmologues ou de dermatologues ont le plus souvent des dépassements d'honoraires conséquents.

Ces manques sont le fruit d'une volonté politique organisée comme pour les numerus clausus, qui créent aujourd'hui des « zones médicales blanches » fautes de médecins. Mais nous dénonçons aussi le peu de sérieux avec lequel les différents gouvernements ont fait cas de nos secteurs, les considérant comme un coût et non comme un bien commun nécessaire et indispensable.

À toutes ces crises enkystées, s'ajoutent les problématiques et contraintes spéciales liées aux territoires d'outre-mer :

**En Martinique**, la colère gronde, des mouvements sont initiés devant des prix qui flambent et empêchent les populations de vivre dignement. Des manifestations et des blocages quotidiens ont lieu afin qu'il y ait une régulation des prix.

**En Guadeloupe**, après la longue grève de 2019, les mesures obtenues n'ont que très partiellement été mises en oeuvre, ce qui recrée de la colère quand on pense à la justesse des revendications juste avant la pandémie... à tout cela vient se rajouter la problématique de la vie chère qui prend de l'ampleur.

**À Mayotte**, territoire particulièrement défavorisé et confronté à des afflux de migrants qui en font la première maternité de France. Pourtant, deux centres de maternité ont été fermés, ce qui fait du service de maternité du centre hospitalier l'unique lieu d'accouchement. Les services d'urgences sont aussi durement touchés. Un seul médecin dans le meilleur des cas, mais souvent il n'y a aucun médecin dans ce service, il n'y a pas non plus de médecin régulateur.

**À la Réunion**, les directions ne font peu cas du dialogue social, ce qui crée une tension de la part des organisations syndicales et des personnels. Il y a une forte exigence d'un vrai dialogue social loyal afin de pouvoir régler l'ensemble des dysfonctionnements existants.

L'ensemble de nos organisations ont décidé de poursuivre la lutte, afin de gagner sur nos revendications des personnels et de la population. Elles se battront pour que les services publics de santé, du social et du médico-social, répondent à la nécessité de toutes les populations.